

Fin d'année : « Laissez les élèves respirer ! »

Depuis leur retour à 100% en présentiel à l'école, les élèves subissent trop de pression, s'inquiètent plusieurs acteurs, qui demandent de les laisser souffler.

Céline DEMELENNE

À l'approche de la fin de l'année scolaire, la détresse des élèves, et particulièrement des adolescents, est interpellante. Le délégué général aux droits de l'enfant Bernard De Vos, la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel (Fapeo) et le Comité des élèves francophones (CEF) ont tiré la sonnette d'alarme hier, en conférence de presse.

Ces différents acteurs regrettent que le retour à l'école à 100% présentiel en Wallonie et à Bruxelles se concentre uniquement sur les apprentissages, au détriment du bien-être des jeunes. *«Dans certaines écoles, la pression sur les élèves est énorme. Un nombre important d'établissements entend rattraper le temps perdu, pointe Bernard De Vos. et organise des évaluations non pas formatives mais certificatives»*

Dans le même ordre d'idées, Véronique de Thier, chargée de mission à la Fapeo, se dit inquiète du déroulement de cette reprise. *«On aspirait à une reprise centrée sur le bien-être des élèves, mais elle l'est surtout sur les apprentissages et les examens. Alors que les enfants ont besoin de loisirs et d'interactions sociales, on leur demande d'étudier et de rencontrer les objectifs scolaires!»*

Libérer la parole

S'il ne reste que quelques semaines avant les vacances d'été, il est encore possible de rectifier le tir avant la fin juin.

«Nous avons suggéré que les écoles offrent aux enfants et aux ados une série d'activités non pédagogiques, des espaces où les enfants et les adolescents pourraient se retrouver», précise Bernard De Vos. L'objectif étant de permettre aux jeunes de mettre des mots sur leur vécu, de créer des espaces de parole (lire par ailleurs) mais aussi de proposer des activités qui diffèrent des apprentissages purement cognitifs. *«On connaît les bénéfices du collectif, notamment pour les ados, qui ont besoin de se retrouver entre eux pour avoir ce sentiment de sécurité.»*

Plutôt que de laisser les jeunes chez eux après les examens, les jours blancs pourraient d'ailleurs être exploités *«pour donner l'opportunité à ces jeunes de se retrouver et de se reconstruire»*.

Le délégué général aux droits de l'enfant s'adresse enfin au Premier ministre et au gouvernement dans son ensemble, *«qui ne s'est jamais adressé directement aux jeunes et aux enfants. On avait notamment parlé d'un Codeco exclusivement réservé aux questions de jeunesse, mais qui n'a pas eu lieu. Le Premier ministre devrait envoyer un message d'empathie à l'égard des jeunes, comme ça s'est vu dans d'autres pays, et prendre des engagements vis-à-vis d'eux. Les jeunes sont en attente d'une parole publique.»*

Non à l'école en été

«Pourquoi remettre encore de l'école pendant les vacances?», s'interroge Bernard De Vos. Les différents intervenants présents hier en conférence de presse ont vivement critiqué l'initiative de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui a dégagé 3 millions d'euros pour aider les Communes à organiser des remédiations pour leurs élèves du secondaire, cet été. «On ne peut pas leur foutre la paix pendant les deux mois de congé? Après l'année qu'ils ont vécue, les jeunes ont besoin de souffler!»

Si ce projet part d'une bonne intention, il risque, en outre, de ne pas attirer les élèves qui en ont réellement besoin. *«Par contre, on sait que chaque année, des enfants restent sur le carreau en matière de stages culturels, sportifs, etc. S'il y a des moyens à injecter, c'est là-dedans! De telles activités font d'ailleurs également partie de l'éducation des enfants.»*

L'école doit entendre la détresse des jeunes

Les services de santé mentale sont saturés, alerte une pédopsychiatre. Selon elle, l'école doit devenir un lieu d'échanges pour les jeunes.

C. Dem

«En Belgique, il y a 50 000 jeunes en demande de soins, soit ambulatoires, soit hospitaliers, en santé mentale, et auxquels nous ne pouvons apporter aucune réponse dans un délai raisonnable.» Sophie Maes, pédopsychiatre et cheffe d'unité pour adolescents auprès de la clinique Le Domaine (ULB), évoque des services de santé mentale complètement saturés, incapables de prendre en charge la souffrance de ces jeunes. *«Aujourd'hui, nous savons que les 13-25 ans représentent la catégorie la plus impactée, psychologiquement, par la crise. Le climat de détresse que nous rencontrons aujourd'hui est juste dramatique. Nous sommes désormais obligés de trier les jeunes que nous allons soigner. C'est une situation inacceptable!»*

Face à ce constat, les pédopsychiatres avaient déjà demandé la mise en place rapide de systèmes de prévention en matière de santé mentale. Sophie Maes réitère cet appel, de toute urgence.

Pour éviter la prise en charge médicale, *«les jeunes ont besoin de penser ce qui leur arrive, de dire les choses. Et contrairement aux adultes qui ont la capacité de trouver du sens de manière individuelle, les jeunes pensent en groupe.»* Or, le seul endroit où ces adolescents peuvent se retrouver pour échanger ensemble, c'est l'école.

«Nous devons donc utiliser les groupes classes pour mettre en place un programme qui soutienne une forme de résilience. Et pas pour ajouter du stress supplémentaire aux élèves.»

Les apprentissages à marche forcée n'ont pas de sens, alors que les élèves n'ont actuellement plus de *«disponibilité psychique aux apprentissages»*. La pédopsychiatre interpelle donc le gouvernement et le Codeco afin que des mesures soient prises, et vite. Car les jeunes ont besoin de socialisation, de mettre des mots sur leur réalité, de *«retrouver le plaisir d'être ensemble et de vivre des choses pour*

pouvoir les partager. À titre d'exemple, les intervenants socioculturels et les artistes sont excellents dans ce domaine, pour permettre aux jeunes de vivre des expériences.»

Quant aux services psychomédicosociaux (PMS), Sophie Maes leur demande d'arrêter de faire de la prise en charge individuelle, «*car envoyer un jeune chez un psy est illusoire*». Ce sont des prises en charge collectives, à l'échelle de la classe, qui doivent être instaurées, «*et pour cela, il faut dégager du temps et mettre de côté les apprentissages*».